

PROGRAMME
ELECTIONS MUNICIPALES de LORIENT
2nd TOUR - 28 JUIN 2020



Au premier tour, vous, les Lorientais.ses ont choisi le renouveau à gauche en mettant Lorient en Commun en tête.

Au second tour, une nouvelle génération sortira donc des urnes. Elle sera incarnée :

- Soit par un maire issu d'une droite traditionnelle, celle qui utilise toujours le même ressort de la peur : celle des autres, celle du crash économique, ... Avec pour conséquence le basculement à droite de toute l'agglomération.

- Soit, si vous repositionnez Lorient en Commun en tête, par un maire écologiste ayant réussi à allier dynamique citoyenne et rassemblement des forces de gauches. Ce qui placera Lorient sur la carte des villes françaises qui innovent en matière de transition écologique et solidaire.

La crise sanitaire du Covid_19 est venue nous le rappeler brutalement et nous conforte dans notre projet : relocaliser les activités économiques, promouvoir les solidarités sont des enjeux fondamentaux pour penser l'action municipale...

Ainsi la transition écologique alliée à la solidarité reste à nos yeux la méthode pour guider les politiques du Lorient d'aujourd'hui et de demain, mais l'urgence économique et sociale nous oblige à redessiner et à prioriser nos actions. C'est ce que nous présentons dans ce document : un projet de long terme mais aussi des actions à entreprendre rapidement.

Notre projet est ambitieux et responsable. Nous comptons sur vous tous.

Aucune voix ne doit manquer.

Ensemble, mobilisons-nous le 28 juin !

Damien Girard

Notre ambition : faire de Lorient la capitale bretonne des transitions

Une page se tourne à Lorient. Une nouvelle équipe sortira des urnes le 28 prochain. La crise du Covid_19 nous a montré qu'il nous faudra anticiper les prochaines crises, accompagner les acteurs économiques et les habitants touchés par les conséquences de la situation sanitaire. C'est pourquoi nous avons ajouté dans la présentation de notre programme qui suit les mesures à prendre vite pour relancer et accompagner la sortie de crise.

L'enjeu sera aussi d'améliorer les capacités de résilience du territoire. En effet, ce mandat est décisif en termes de transition écologique : les scientifiques nous le disent, tant en termes de climat que de biodiversité, les 10 ans qui viennent doivent être ceux d'un changement majeur et massif afin de se donner les chances de conserver une planète permettant à l'humanité de perdurer. C'est également une source d'opportunités, de création d'activité et d'emplois formidable, l'occasion de repenser nos interactions et de construire une ville durable, plus agréable, plus douce pour toutes et tous.

C'est aussi l'occasion de repenser la question sociale, la solidarité et la notion de service à la population au centre des préoccupations des politiques portées par la municipalité. C'est une condition de réussite de la mutation du territoire : sans justice sociale, pas de transition écologique possible. C'est aussi le devoir d'humanité que nous devons au 1/5 de la population lorientaise qui vit au-dessous du seuil de pauvreté.

Pour toutes ces raisons, guidées par leur esprit de responsabilité, les principales forces de gauche et les écologistes ont décidé de rejoindre l'initiative d'un collectif citoyen, Pays de Lorient en Transition, pour former Lorient en Commun, large rassemblement de la gauche et des écologistes.

Notre liste engagera une véritable rupture dans de nombreux domaines en matière économique, sociale, culturelle, sportive etc. mais aussi dans la gouvernance municipale par la création au sein de notre exécutif de pôles transversaux en charge des politiques publiques.

Nous dynamiserons la relation avec nos habitants par l'application des principes démocratiques qui ont été trop souvent écartés ces dernières années : donner réellement la parole aux citoyens par la création de comités consultatifs d'usagers de nos services publics, par la sollicitation régulière à participer à la vie de la cité dans le cadre de l'étude des projets d'investissement, en associant bien en amont nos habitants.

Pour beaucoup, les élections ont perdu de leur sens. Pourtant, les villes sont un espace d'action où il est possible d'agir concrètement (sur la question climatique, par exemple il est considéré que les maires peuvent avoir une action sur 50 à 70 % des émissions de gaz à effet de serre). Il appartient donc aux listes municipales de proposer un cap clair et une méthode de travail réfléchie aux habitants. C'est ce que nous, Lorient en commun, vous proposons dans les pages qui suivent.

En effet, nous pensons que Lorient a perdu son cap, que la ville navigue à vue et sans boussole depuis trop longtemps.

Les élu(e)s de la majorité sortante n'ont pas suffisamment anticipé les défis à venir : en premier lieu les enjeux climatiques qui supposent de repenser nos politiques publiques de fond en comble, mais aussi la transformation de la vie professionnelle qui impose de redéployer et renforcer, plus que jamais, les services publics pour faire en sorte que ceux-ci soient utilisés par le plus grand nombre. La complexification des situations familiales nécessite également de réimaginer nos façons d'habiter et de nous déplacer. En somme, il s'agit de réimaginer le Lorient des prochaines décennies, d'écrire une nouvelle histoire qui permette à notre ville de savoir qui elle est et ce qu'elle veut devenir.

Notre ville, Lorient, est née sur un chantier naval. Son identité est donc intrinsèquement liée à la mer. On l'a baptisée « la ville aux 5 ports », mais aujourd'hui Lorient a bien du mal à se projeter dans l'avenir. Pourquoi ? Parce qu'elle manque de repères. Lorient est en effet une ville éclatée à bien des égards.

Elle l'est historiquement d'abord. De la Compagnie des Indes, on passe dans l'imaginaire collectif directement à la Seconde Guerre Mondiale sans faire de lien. Son passé ne se raconte pas de façon linéaire, sans doute parce qu'elle fut longtemps ville d'État.

Sociologiquement et géographiquement, le pays de Lorient est aussi éclaté : ruraux, urbains ou habitants du littoral, tous vivent à des périodes différentes. Il n'y a pas d'homogénéité dans la population. Ville de marins, elle a été ouverte aux quatre vents et s'est nourrie des échanges. Aujourd'hui, Lorient semble à l'écart des routes économiques et peine à se retrouver une identité.

Sur le plan économique, Lorient est aussi éclatée entre l'emprise de la construction navale militaire d'une part et l'importance du secteur industriel, et notamment de la pêche, de l'autre. Quelle est vraiment l'identité lorientaise ? Urbanistiquement, les connexions entre quartiers ne sont pas évidentes et même le centre-ville peine à être identifié.

Comment dépasser toutes ces différences ? Comment faire en sorte de faire tenir cette diversité ensemble ? Créer ou recréer du lien ? Notre sentiment est que Lorient est une ville « en panne », sans dynamique. Nous avons besoin d'idées fortes, d'un projet de ville identifié. Elle doit s'appuyer sur ses points forts (les activités maritimes, le festival interceltique, le fort tissu associatif, l'université), mais aussi anticiper les enjeux, notamment climatiques de demain.

Toutes ces questions, les membres du collectif « Pays de Lorient en Transition » se les sont posées depuis plus d'un an maintenant. Parallèlement, EELV, l'UDB, le PCF et le PS, nourris par leurs expériences électorales, mais aussi de gestion de collectivités, ont réfléchi dans leurs organisations respectives à des points programmatiques susceptibles de répondre aux besoins des Lorientaises et des Lorientais. Le document que vous allez lire est le fruit de tous ces travaux. Nous avons classé nos idées en fonction des pôles qui seront proposés dans la future majorité. Soyez donc attentifs car toutes les politiques seront transversales pour qu'aucun des élus, pas même le maire, ne puisse décider seul des actions à mener.

Notre liste, Lorient en commun, portée par Damien Girard, a privilégié la cohérence des contenus politiques et a réussi à créer un rassemblement large de la gauche et des écologistes susceptible de gagner ce scrutin et de gouverner pendant 6 ans autour d'un projet ambitieux et responsable pour la ville de Lorient et son agglomération.

Bonne lecture

Une ville entrepreneur

Vivre bien suppose d'en avoir les moyens. Lorient connaît un taux de pauvreté avoisinant les 20 %. Cela fait donc de la politique économique un aspect du programme très attendu par nos concitoyen-ne-s. La pandémie de Covid_19 aggrave la situation et nous oblige à envisager des mesures urgentes pour relancer et accompagner les acteurs économiques.

Créer des emplois reste notre objectif pour les Lorientaises et les Lorientais. Mais pas n'importe quels emplois ! Nous souhaitons participer à l'amélioration des conditions de travail des plus précaires et créer des emplois de haute valeur ajoutée également. Pour cela, il est nécessaire d'utiliser le levier de la puissance publique, mais surtout d'anticiper les besoins du monde de demain.

Post-covid

- ! Créer une cellule extra-municipale composée d'élus et d'acteurs économiques pour accompagner les entreprises en sortie de crise : fonds de secours, aménagement de la ville, relations avec les bailleurs

- ! Prolonger la durée d'exonérations des droits, redevances et taxes locales des commerçant.es et entreprises impactées jusqu'à fin 2020

- ! Proposer des bons d'achats bonifiés +25% par la Ville en contrepartie d'une utilisation chez les commerçant.es lorientais.es reconnaissables via un label. Dans un premier temps 100 000 € financés par la collectivité. *Exemple : j'achète un bon à 10€. Sa valeur est de 12,5€ dans les commerces de Lorient.*

- ! Soutenir des programmation culturelle et sportive afin de permettre aux acteurs locaux du secteur de retrouver le plus rapidement une activité

- ! Repenser le centre-ville : piétonisation progressive, parkings souterrains gratuits avec mise en place de navettes,

Transition écologique et attractivité du territoire

1 Faire de Lorient LA capitale bretonne des transitions

Notre ambition est que Lorient soit identifiée comme l'une des villes-moteur de l'urbanisme écologique, des mobilités actives, de la culture populaire et du bien vivre. La transition écologique est un formidable levier d'attractivité pour encourager l'installation de nouveaux entrepreneurs sur le territoire et la venue de nouveaux salariés résidents.

2 Créer des maisons des transitions

Point central de notre programme, nous envisageons la création d'espaces d'échanges, d'expérimentations et d'innovations économiques, sociales et environnementales afin d'engager le territoire dans les transitions nécessaires pour préparer l'avenir. Ces lieux d'information et de formation auront pour objectif de mettre en relation les citoyens qui souhaitent changer leurs pratiques et modes de consommation, et les porteurs d'idées ou de projets pour y parvenir.

3 Création d'un fond de garantie citoyen au niveau intercommunal avec la participation de la banque des territoires

Permettre aux citoyens de soutenir directement des projets d'investissement sur leur territoire en donnant un sens à notre épargne. Les projets soumis seront conditionnés à des critères sociaux, environnementaux...

4 Personnaliser le service d'accueil et d'accompagnement des porteurs de projets

Créer un service de facilitation entre les différentes institutions économiques (CCI, Chambre des métiers, Agglo, Sem, Audelor, Initiative Pays de Lorient) à destination des potentiels nouveaux dirigeants d'entreprises afin de communiquer les informations nécessaires à leur installation et au cours des différentes phases de leur développement.

Ce qui peut préfigurer la réflexion sur une réorganisation plus optimisée à terme de toutes ces structures.

5 Attirer les entrepreneurs et les salariés à venir s'installer à Lorient

Les entrepreneurs, porteurs de projet mais aussi les nouveaux arrivants ont besoin d'informations précises sur le territoire. Nous mettrons au point un guide répertoriant les diverses offres de la ville en matière d'éducation, de transports, de cultures, de loisirs et de services médicaux afin de favoriser l'installation d'entreprises, l'embauche de nouveaux salariés ou de leurs conjoints sur le territoire.

6 Se doter d'une politique ambitieuse d'achats publics responsables

Nous modifierons en profondeur la méthodologie d'achat de marchandises et de services de la Ville. Nous baserons cette méthodologie sur un véritable travail préalable sur les appels d'offres de façon à correspondre au mieux aux besoins de la transition écologique et de l'économie locale.

7 Aider les entreprises à répondre aux appels d'offres

D'autre part, nous constituerons avec les entreprises et commerçants locaux une structure associative destinée à aider et à préparer la réponse aux appels d'offres pour les structures économiques qui ne peuvent consacrer le temps nécessaire à la fabrication administrative de leurs réponses.

8 Soutenir la création de groupements d'achats

La ville encouragera le groupement d'achats entre les différents services de la ville, voire entre la ville et les habitants de façon à diminuer les coûts. Par exemple, nous grouperons l'achat de gaz de chauffage entre la Ville et les organismes de logement social, ce qui pourrait engendrer une économie de 20 à 30 % sur la facture des charges de chauffage des locataires de HLM.

Commerce

9 Mettre fin au développement de grandes surfaces commerciales sur le territoire

Il ne suffit pas de dire que l'on souhaite « redynamiser le centre-ville ». Pour y arriver, il est nécessaire de ne pas continuer l'extension des zones commerciales accessibles uniquement ou presque en voiture. Nous souhaitons donc engager un moratoire sur les surfaces commerciales. Notre liste ne soutient pas ce modèle de consommation de masse qui détériore les relations humaines, les conditions de travail des producteurs, mais également nos paysages.

10 Préserver les petits espaces commerciaux dans les quartiers

La vie d'un quartier nécessite souvent des commerces de proximité. Ce sont ces commerces qui permettent aux habitants de se rencontrer, mais ce sont aussi eux qui évitent les déplacements intempestifs. Réinstaller des commerces dans les quartiers, c'est réduire la mobilité contrainte et donc la circulation, au bénéfice de tous.

11 Mener une réflexion sur les Halles de Merville

Les Halles de Merville posent question car les commerçants y sont à l'étroit, certains espaces sont peu adaptés. Nous voulons faire des Halles de Merville, dans le cadre des dispositifs de rénovation des centres villes, un grand espace symbolique de la nouvelle alimentation et d'un commerce du futur : espaces de déambulation agréables, ergonomie des étals et des stockages, hygiène, autonomie alimentaire, service de conciergerie, dégustation de produits locaux, espaces de restauration et d'échanges, cours de cuisine, etc... Le projet sera largement débattu avec toutes les parties prenantes : usagers, commerçants, producteurs, prestataires de services, etc.

12 Couvrir la place Paul Bert

Cette petite place du centre-ville tend à devenir un lieu d'animation. Mais elle est dépendante du temps qu'il fait ! La couvrir permettrait des animations commerçantes par tous les temps !

13 Adopter une politique « dynamique » contre la vacance des commerces

Une rue où se multiplient les commerces vacants n'est pas propice à l'achat. Nous souhaitons réduire ces périodes de vacance en taxant les baux des locaux commerciaux vacants de l'hyper centre, afin de financer l'animation du centre-ville et l'accompagnement de nouveaux commerçants. Nous contractualiserons avec les propriétaires pour assurer entre deux locations des baux temporaires mettant en avant des activités économiques atypiques en lien avec des entreprises adaptées ou avec le milieu de l'économie sociale et solidaire.

14 Offrir de nouveaux services en faveur du commerce de centre-ville

L'avenir des commerces en centre-ville dépend aussi de la qualité globale du service que les clients y trouveront : espaces de déambulation apaisée (piétonisation, mini-parcs urbains, jeux pour enfants), conciergerie (dépôt de ses achats, caddies, poussettes, colis), prêt de matériels (caddies, parapluies, sacs, ...), livraison en vélo à la maison ou au parking, animations adultes et enfants... Avec les commerçants et les usagers, nous développerons ce type de service pour relancer le commerce.

15 Recrutement d'un manager du centre-ville

Faire du centre-ville un lieu de vie différent, mixant commerces indépendants, artisans et grandes enseignes. Un lieu de vie varié, animé et festif qui se démarque, par son originalité et sa diversité, des commerces de périphérie et d'internet. Pour que Lorient se différencie, retrouve son ADN créatif

Économie de la mer

16 Faire de Lorient un pôle majeure de la réparation navale, en impliquant les professionnels

Les entreprises spécialistes de la réparation navale qui sont les utilisateurs de l'élevateur de Keroman, ne sont pas associées à la politique de l'administration gestionnaire Sem Keroman, en charge de la gestion des infrastructures portuaires. Nous

proposerons donc au niveau de l'Agglomération et en concertation avec la région Bretagne, propriétaire du port, la création d'une nouvelle structure de gestion du pôle Réparation navale au sein de laquelle pourra siéger l'Interprofession du Port de Lorient, afin de faire de Lorient un pôle majeur de la réparation navale en France.

17 Acquérir de nouveaux outils portuaires indispensables au développement

L'élévateur à bateaux désormais vieillissant peut tomber en panne à tout moment par une casse de matériel ce qui pourrait paralyser l'aire de réparation navale et donc l'activité globale des entreprises. Il faut donc collaborer avec la Région pour investir dans un nouvel élévateur. La discussion doit reprendre avec Naval Group afin d'étudier la possibilité d'exploiter la cale sèche dite forme n°2 du site afin que les entreprises de la réparation navale civile puisse enfin être dotées d'une infrastructure leur permettant d'intervenir sur des grands navires jusqu'à 150m qui représentent un marché à très grand potentiel comme notamment les cargos qui font escale au port de commerce.

18 Optimiser la communication de l'Aire de Réparation Navale.

Le port de Lorient qui propose une large offre d'entreprises performantes se doit d'avoir une action de communication beaucoup plus dynamique sur internet, dans les médias et les événements spécialisés afin d'attirer plus d'armateurs Français et Européens à venir faire réparer son navire.

19 Etudier le financement d'une astreinte 24h/24 pour lever les navires subissant une grande avarie

C'est une demande des armateurs notamment de la pêche qui a été refusée. Le principe est simple : tout navire gravement endommagé qui risque de couler doit pouvoir être levé la nuit dans l'heure qui suit plutôt qu'au petit matin ou durant le week-end au lieu d'attendre le Lundi.

20 Soutenir la filière de déconstruction de bateaux

Nous voulons soutenir et accélérer l'émergence d'une filière de déconstruction de bateaux de tout types hors d'usage qui va s'implanter sur le port de Keroman. Cette nouvelle activité au grand potentiel économique répond aux urgences écologiques de recyclage de ces bateaux épaves.

21 Soutenir les acteurs locaux du nautisme

Une solution équilibrée avec la Sellor, gestionnaire des ports de plaisance et de services nautiques, doit être recherchée afin de contribuer à la fois au développement économique des entreprises locales du nautisme tout en offrant le même service public attractif aux usagers. Les professionnels du nautisme doivent être représentés au sein de la Sellor afin d'être impliqués dans les prises de décisions. L'aire de réparation de l'Estacade est jugée trop restreinte au vu des activités des entreprises du nautisme. Il serait donc pertinent de chercher un autre lieu afin de répondre aux attentes de ces professionnels.

22 Tendre vers un port de commerce « bio »

La principale marchandise importée est le soja transgénique qui est nocif pour les humains et la terre d'Amérique du sud jusqu'à nos assiettes en passant par la santé des marins de commerce et les dockers. Nous souhaitons donc réduire la part de cette activité mais cela suppose de rechercher, en collaboration avec les acteurs portuaires (dockers et entreprises de logistique), la Région et les acteurs de la filière agricole une diversification de l'activité du port. Nous soutiendrons la société gestionnaire du port de Lorient dans sa demande d'agrément bio pour Lorient.

Nous pourrions étudier en collaboration avec la filière portuaire la possibilité d'accueillir en escale des nouveaux armements de voiliers cargos qui renouvellent le commerce à la voile de façon moderne. Cela soutiendrait le commerce maritime écologique et solidaire et offrirait au port de Lorient une belle image éthique et un retour à son histoire de port de la Compagnie des Indes.

23 Faire de la Glacière un lieu dédié à la mer

La Glacière est un bâtiment emblématique. Nous aimerions préserver ce patrimoine industriel lorientais et la réhabiliter pour en faire un lieu public polyvalent autour de l'univers maritime, avec vue panoramique sur la rade. Nous imaginons un lieu ouvert, un lieu de croisements, impliquant l'ensemble des acteurs du territoire : institutionnels, professionnels, associatifs, académiques (Université Bretagne Sud et son institut Archipel, ESAAB, centres de formation, etc.)

24 Développer les activités autour de l'éolien offshore

Nous soutiendrons le développement de Lorient comme port de maintenance du futur parc éolien flottant de Groix.

Innovation

25 Déployer de nouvelles relations avec l'Université Bretagne Sud et l'École Supérieure d'Art

Lorient a la chance d'accueillir des établissements d'enseignement supérieur (UBS, ESAAB). Nous développerons les liens et collaborations avec ces partenaires naturels. Nous voulons nous appuyer plus fortement sur leurs compétences en matière de recherche et de formation pour construire les solutions d'avenir et soutenir l'innovation et le développement économique du territoire, en tenant compte des enjeux environnementaux et sociaux.

26 Créer un prix lorientais pour les développeurs d'applications dont le but est d'améliorer la qualité de vie des Lorientais.es

Le bien-être doit être une priorité du mandat. Aussi, toute personne qui peut en offrir du fait d'un meilleur service devrait être récompensée. Un concours peut permettre cela.

27 Soutenir la création de filières économiques locales

La ville peut soutenir l'émergence de nouvelles filières économiques en ayant une stratégie claire, une volonté d'expérimentation, de soutien à la recherche et au développement, et une prise de risques calculée en faveur des entreprises du territoire. Nous voulons nous inscrire dans une stratégie de transition écologique en favorisant des filières déjà actives, par exemple dans le cadre de l'Université Bretagne Sud (matériaux, data-sciences, mer et littoral, cyber-sécurité)

La ville peut soutenir non seulement financièrement, mais aussi en termes de mise à disposition de sites d'expérimentation, de locaux, de communication, d'achats publics, etc. Nous exploiterons toutes ces possibilités.

28 Encourager les entreprises locales dans leur démarche de transition

Favoriser les entreprises locales ayant une démarche RSE dans les appels d'offre et impulser un accompagnement spécifique pour les TPE-PME. Développer l'ingénierie en direction des TPE- PME afin de les aider à réduire leurs consommations d'énergie.

Économie numérique

29 Soutenir le développement de FabLabs et autres initiatives de coopération

Les FabLabs sont des lieux ouverts où chacun, quel que soit son niveau de connaissances, peut venir expérimenter, apprendre ou fabriquer tous types d'objets (prototype technique, meuble, objet artistique ou design, objet interactif, etc...). Ils favorisent la créativité, l'esprit de coopération, l'accès aux outils numériques (logiciels, imprimantes 3D, découpeuses laser, etc.). Nous souhaitons soutenir l'émergence et le développement de tels lieux.

30 Poursuivre la mise en place d'une filière autour du numérique

Nous voulons prendre une part active à la mise en place des actions dans le cadre du Schéma local du Numérique (avril 2019), en relation avec tous les acteurs de la filière qui représente 70 entreprises et 1150 emplois. Soutien à la création d'un lieu à partir duquel les acteurs pourront développer leurs projets, construire des synergies, essayer leurs pratiques et diffuser leurs actions.

31 Développer l'usage des logiciels libres au sein de la mairie

Le développement du numérique suppose en parallèle de veiller à la transparence de l'usage des données. Nous chercherons à former le personnel sur l'usage des logiciels libres.

Économie sociale et solidaire

32 Inscrire l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dans la stratégie de développement économique du territoire

Pour cela, il faut l'inclure dans le champ de compétence de l'agglomération et mettre en place une ligne budgétaire dédiée. L'ESS présente actuellement 13 % des emplois sur notre territoire. Qu'ils soient associatifs, mutualistes ou coopératifs, les acteurs de l'ESS représentent une économie de proximité au service de l'intérêt collectif. La Collectivité locale doit apporter son soutien aux têtes de réseaux ainsi qu'au Pôle de développement de l'ESS, aux programmes et aux actions de développement de l'ESS sur le territoire.

33 Soutenir la mise en place d'une maison de l'innovation économique et sociale

Organisés au niveau du Pays (Lorient agglomération et CCBBO), les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire ont pour projet de créer une « Maison des Innovations », projet présenté dans le cadre d'un appel à manifestation d'Intérêt du Ministère de l'Égalité

des Territoires et de la Fabrique à Initiatives. Elle pourrait être implantée dans l'ancien collège de Bois du Château. La Collectivité municipale et l'agglomération se doivent d'apporter leur soutien à cette initiative : participation à l'ingénierie du projet, mise à disposition d'un lieu municipal, co-financement.

34 Soutenir la monnaie locale lorientaise

La monnaie locale permet de développer une économie locale grâce à son effet de levier. Il existe une association qui gère une monnaie locale sur le Pays de Lorient, le SEGAL. Nous rendrons possible le paiement de la plupart des prestations municipales en monnaie locale (cantine, entrée piscines, Conservatoire, sport, etc...). Nous utiliserons la monnaie locale dans le règlement des appels d'offres chaque fois que ce sera possible. Enfin nous soutiendrons les associations et entreprises impliquées dans la monnaie locale.

35 Créer un annuaire, et organiser des journées de l'insertion et des métiers de l'Economie sociale, Solidaire et Ecologique

Cette mesure est destinée à favoriser la connaissance des acteurs de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) et ceux de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) par l'ensemble du milieu socio-économique et le grand public.

36 Créer un annuaire électronique des produits locaux et des points de vente

Favoriser la production locale suppose d'abord de savoir qu'elle existe. Afin de soutenir les commerces locaux et la production du pays de Lorient, nous souhaitons les mettre en avant, tout simplement !

Tourisme durable

37 Développer une offre touristique de week-end

Le tourisme local présente un potentiel de développement. La rade de Lorient et les activités culturelles doivent contribuer à faire de Lorient une destination de choix pour les curieux venant des territoires avoisinants.

38 Créer un parcours patrimonial

L'histoire et le patrimoine de notre ville sont insuffisamment mis en avant. Nous voulons imaginer un véritable parcours permettant de découvrir Lorient à travers différents aspects (architectural, historique, culturel, social...)

International

39 Renforcer les liens économiques avec les nations celtes

Lorient accueille chaque année des centaines de milliers de visiteurs pour le Festival Interceltique. Pourtant, passées ces 10 journées, nous n'entretenons aucune relation ou presque avec l'Écosse, le Pays de Galles, l'Irlande, les Cornouailles, les Asturies, la Galice, l'Île de Man.

Nous créerons un rendez-vous économique visant à renforcer les coopérations avec les pays celtes (notamment dans le cadre du Brexit). À travers une politique de jumelage ambitieuse, nous souhaitons travailler les échanges commerciaux, mais aussi universitaires, culturels, sportifs...

Une ville mobile

La question des mobilités concerne l'ensemble de la population lorientaise. Que l'on soit automobiliste, cycliste, piéton, en situation de handicap, âgé ou jeune, la cohabitation est parfois difficile et le conseil municipal est attendu sur cette question. Aujourd'hui, il devient difficile de circuler sur certains axes lorientais selon les heures : hôpital, rond-point de la base des sous-marins et plus généralement « pénétrante », clinique mutualiste, centre-ville, mais aussi au sein même des quartiers résidentiels ; la circulation a considérablement augmenté ces dernières années. Nombreux sont les Lorientaises et les Lorientais à se plaindre du stationnement malgré le fait qu'il soit gratuit (en zones bleues). C'est que l'on a fabriqué la ville conformément aux besoins de la voiture. Nous voulons modifier ce constat. Pour le conseil municipal, cela nécessite de réfléchir à l'échelle de l'agglomération pour coordonner les différents usages et modes de transport. C'est par la réduction de la circulation et par la végétalisation et l'embellissement de l'espace public que nous améliorerons les conditions de vie dans notre ville.

Post-covid

- ! Mettre en œuvre de mesures d'urbanisme tactique visant à aménager des pistes cyclables et favoriser les déplacements piétons
- ! Organiser, structurer et soutenir la réparation et le recyclage de vélos pour augmenter les capacités du parc lorientais
- ! Améliorer l'accessibilité du centre-ville (parking relais, mobilités douces, parkings gratuits et navettes, plan d'aménagement de la rade)

40 Multiplier les espaces piétons afin de recréer des espaces de déambulation

Les piétons sont souvent les grands oubliés des politiques publiques municipales. Or, à un moment ou à un autre de la journée, tout le monde devient piéton même s'il se déplace de façon motorisée ou en vélo. Redonner de la place aux piétons, c'est rendre la ville plus humaine et moins mécanique. Nous réfléchissons à la piétonnisation d'au moins une grande artère du centre-ville. Cette mesure est aussi nécessaire pour prendre en compte les différents types de handicap dans la ville.

41 Étudier et expérimenter la gratuité dans les transports publics.

Plusieurs villes en France ont choisi de rendre le bus gratuit. Cela a un coût : 6 millions d'euros par an pour Lorient. L'étude de la gratuité est nécessairement corrélée à l'augmentation de l'efficacité du service rendu (fréquence, amplitudes horaires, maillage géographique en adéquation avec les besoins des usagers, véhicules moins polluants...).

Nous souhaitons porter cette question au niveau de l'Agglomération. Lorient en Commun souhaite autant que possible réduire l'usage de l'automobile dans les transports domicile-travail. Pour cela il faut que l'offre de transports soit plus attractive.

42 **Rendre gratuit le transport des sorties scolaires**

Actuellement beaucoup d'écoles excentrées sont doublement pénalisées : d'une part elles ne disposent pas d'infrastructures culturelles et sportives de proximité, d'autre part le coût des transports est un facteur limitatif qui entraîne trop souvent l'annulation de sorties pédagogiques. Nous voulons agir dans le sens de la justice sociale pour nos enfants.

43 **Lancer une étude de faisabilité pour un tramway à l'échelle de l'agglomération**

Le sujet était à l'ordre du jour il y a 10 ans et a été abandonné depuis. Anticiper les besoins futurs nécessite de lancer le travail de réflexion dès aujourd'hui. Le tramway a un coût (à minima 100 millions d'euros), mais c'est aussi un élément d'urbanisme et surtout un transport de masse structurant. C'est enfin une image de marque pour le territoire. Nous étudierons enfin la possibilité de reprise des voies ferrées qui contournent la ville au départ du port de pêche.

44 **Abandonner l'organisation des circuits en étoile pour les transports en commun**

Aujourd'hui, quel que soit votre lieu de vie dans l'agglomération, passer d'une ville à une autre nécessite bien souvent de s'arrêter à la gare d'échange. Ce pôle modal unique pose la question du centralisme de notre réseau de bus qui ne bénéficie pas non plus aux Lorientais(es) excentré(e)s.

45 **Créer des aires de covoiturage et un Pass domicile-travail (faciliter et développer le covoiturage d'entreprise/pendulaire)**

Les aires de covoiturage sont trop peu nombreuses et souvent pleines. Nous devons travailler avec les entreprises afin de réduire le nombre de véhicules circulant à Lorient pour se rendre au travail. Le covoiturage du quotidien peut aussi être développé via des applications mobiles que la collectivité déploiera sur le territoire.

46 Multiplier les parking-relais en périphérie de ville, mais aussi en périphérie de l'hyper-centre

Dans la perspective de la réduction du trafic sur la voie express, et donc aux entrées de Lorient, cette mesure est indispensable. Elle doit être couplée bien évidemment avec une offre de services de transports en commun, à la sortie des parkings-relais dans les villes périphériques de Lorient.

47 Investir dans de nouveaux bateaux-bus faisant plus de place aux cycles

Le bateau-bus est victime de son succès et ne peut pas transporter autant de vélos de Port-Louis ou de Locmiquélic qu'il le faudrait. Aussi, nous proposerons lors de la relance de l'appel d'offres pour le renouvellement des navires, de veiller à sélectionner une conception innovante de bateau qui augmente la capacité d'accueil de vélos tout en exigeant une motorisation moins polluante et fiable.

48 Créer de nouvelles lignes transrade et adapter les horaires aux besoins

La question des fréquences et des horaires des lignes existantes sera étudiée. Mais nous voulons également en développer de nouvelles, Lorient-Larmor et Lorient-Gâvres.

49 Coupler l'offre de transports en commun à celle de vélos en libre-service

Pour développer la multimodalité, nous proposons que tout abonnement à la CTRL donne libre accès aux vélos de la ville.

50 Créer 1 km de pistes cyclables sécurisées pour 1 000 habitants soit 60 km sur Lorient d'ici la fin du mandat

Aujourd'hui, 50 % de nos trajets quotidiens font moins de 5 kilomètres. Cela fait du vélo un outil efficace de déplacement à condition de se sentir en sécurité sur la route car la cohabitation avec l'automobile n'est pas toujours évidente. Ces 60 kilomètres de pistes doivent permettre à un enfant de 7 ans d'être en sécurité et aux personnes de ne pas avoir peur de pratiquer le vélo pour se rendre à leur travail notamment.

51 Mettre en place des abris vélos pour les principaux arrêts du Triskell

Afin de coupler les moyens de transport, il faut aménager les espaces pour garer les véhicules de façon sécurisée. Cette mesure simple permettrait d'augmenter la pratique du vélo et la multimodalité.

52 Encourager l'autopartage via des applications numériques municipales et le covoiturage via une indemnité dite « déplacement doux » pour les employés de la mairie

La voiture est en réalité le plus petit moyen de transport collectif... Or, aujourd'hui, le constat est évident : elle est devenue un outil individuel. Les automobilistes sont souvent seuls dans leur habitacle et ne serait-ce que doubler ses occupants sur les trajets domicile-travail permettrait de réduire le flux de circulation, au bénéfice de tout le monde.

53 Rendre gratuit le parking de la place d'armes pour les commerçants et salariés du centre-ville

Le parking de la Place d'Armes est sous-utilisé du fait de sa non-gratuité principalement. Pourtant, il est bien placé comme parking-relais. Nous souhaitons expérimenter la gratuité de ce parking pour ceux qui travaillent dans le centre-ville afin de dégager les places nécessaires pour les Lorientais désireux de faire leurs achats dans les magasins.

Une ville durable

L'ambiance d'une ville dépend beaucoup des politiques urbaines. Depuis plus de 40 ans, la ville de Lorient a par exemple fait la place belle à la voiture si bien que la circulation a, comme dans beaucoup de villes moyennes, nettement augmenté.

Tendre vers une ville durable demande d'agir à plusieurs niveaux : mobilités, végétalisation des espaces publics, sobriété énergétique, accès au logement...

Post-covid

- ! Lancer le chantier des mini-parcs urbains, jardins partagés, jardins familiaux pour renforcer l'autonomie alimentaire et créer du lien social
- ! Multiplier la présence de producteurs alimentaires locaux sur les marchés et dans les quartiers

Politique énergétique

54 Mener une politique de sobriété et d'efficacité énergétique

Notre philosophie sur ce mandat est de recréer *des* centres, c'est à dire de mener une politique de vitalisation des quartiers afin qu'ils puissent fonctionner de façon plus autonome. Nous souhaitons alimenter les équipements publics à 100% en énergie renouvelable par exemple en contractualisant avec des fournisseurs garantissant l'origine renouvelable de leur énergie. Les communes peuvent avoir un effet levier important dans le développement de ces énergies. Le parc de véhicules communaux sera réduit et l'éclairage public repensé pour coupler efficacité et sécurité, notamment aux carrefours. Nous poursuivrons la politique de réduction du gaspillage engagée depuis les années 80.

55 Mettre en œuvre une démarche territoire à énergie positive

Nous réduirons au maximum les consommations d'énergie et soutiendrons le développement de la production et la consommation d'énergie renouvelable, notamment citoyenne. Par exemple en favorisant l'achat d'équipements par les particuliers et les copropriétés, par des actions de groupements d'achats, ou en appuyant des initiatives d'investissements citoyens dans des productions collectives (type fermes solaires notamment).

Urbanisme / végétalisation / biodiversité

56 Créer des mini-parcs urbains

La ville de Lorient est considérée au mieux comme « minérale », au pire comme bétonnée ! Planter des arbres dans des pots ou même de façon industrielle ne transforme pas la ville. Nous voulons créer de multiples mini-parcs urbains. Pour commencer en déplaçant le parking de la place Alsace Lorraine pour y installer un « sous-bois urbain » accompagné d'un kiosque. D'autres îlots de fraîcheur pourront être imaginés au centre-ville comme au cœur des quartiers lorientais. Nous proposerons une stratégie de plantation pour des essences plus adaptées à notre climat et ses évolutions. Nous créerons des corridors écologiques urbains.

57 Aménager une promenade sur le quai du Pourquoi pas

Nous désirons poursuivre l'accès à la mer en aménageant l'arrière du K3 de la base des sous-marins. En créant une promenade sur pilotis, avec vue sur rade, nous répondrons à une demande régulière : rendre l'accès à la mer aux habitants.

58 Créer une ville colorée dans l'ensemble des quartiers

Plutôt qu'une ville grise, créons une ville colorée ! L'extension de la politique d'aide à la colorisation des façades permettra de réduire l'impression de tristesse qui se dégage parfois de l'habitat.

59 Lancer un programme de fresques urbaines, dans tous les quartiers

Lorient est réputée pour ses graffs au port de commerce. Les associations locales réclament un peu de reconnaissance de la part de la municipalité alors que leurs œuvres attirent chaque année des milliers de curieux. Nous souhaitons leur proposer, moyennant le financement du matériel, de raconter l'histoire de Lorient sur les murs !

60 Proposer une charte architecturale

Face à la banalisation de l'habitat, il est nécessaire de ne pas déléguer aux seuls bâtisseurs la responsabilité de nos paysages. À partir de l'histoire du Pays de Lorient, nous souhaitons imaginer, en lien avec des historiens, des géographes et bien sûr des architectes, un cahier des charges un peu plus strict en ce qui concerne la commande publique.

61 Réduire les surfaces bitumées

Nous stopperons l'imperméabilisation des surfaces dès lors que ce n'est pas nécessaire dans les nouveaux projets, réserverons des espaces verts dans les projets publics, comme dans les appels d'offres aux promoteurs privés, identifierons les surfaces bitumées et bétonnées qui pourraient retourner à plus de perméabilité. Cette mesure est aussi une garantie pour réduire les inondations en cas de fortes pluies.

62 Mettre en place un plan de gestion différenciée des espaces verts

La politique des espaces verts mériterait d'être réinterrogée à l'aune du changement climatique. Nous souhaitons cesser totalement l'usage des produits phytosanitaires (cimetières inclus) et réintroduire la biodiversité dans l'espace public. Cela passe notamment par la plantation d'essences locales.

63 Intégrer des jardins partagés dans les logements sociaux

Ce n'est pas parce qu'on manque de moyens que l'on doit être privé de jardins. Développer la pratique du jardinage, entretenir un potager, mieux connaître la flore nous entourant font partie de l'émancipation à laquelle nous aspirons.

64 Supprimer les panneaux publicitaires en ville

Ces panneaux constituent une pollution visuelle, et pour certains, posent des problèmes de sécurité routière. Ces panneaux seront remplacés par des arbres ou des panneaux d'affichage d'informations à caractère public ou associatif. Nous remplacerons la recette manquante par une économie sur les places pour les matches de football, financées actuellement par la ville pour les élus.

Autonomie alimentaire

65 Reconquérir notre autonomie alimentaire pour passer de 5% à 20% de produits locaux consommés sur le territoire

Disons-le clairement : nous souhaitons plus de paysans ! Plus de jeunes paysans ! Pour cela, il est nécessaire que les PLU et le SCOT leur laissent de la place. Nous y veillerons à l'agglomération. Cette politique volontariste passe aussi par l'achat de terres agricoles pour le compte des municipalités. L'objectif est d'approvisionner les restaurations collectives ou de louer ces terres à des prix abordables aux agriculteurs.

Enfin, pour soutenir les projets d'installation ou de conversion en agriculture biologique, il faut également renforcer les formations en collaboration avec les structures existantes : agriculteur.rices urbain.e.s, agroforesterie, permaculture...

66 Atteindre 70 % de bio et/ou local dans les cantines scolaires d'ici la fin du mandat sans augmentation de prix

Aujourd'hui, les cantines gérées par la commune de Lorient proposent environ 35 % de produits bio. Le choix de la restauration proposée dans les cantines scolaires est un levier important pour agir en matière de santé et d'éducation de nos enfants bien sûr, mais aussi pour impulser la transition agricole que nous appelons de nos vœux. En créant une demande, on construit une offre chez les paysans. Nous proposons raisonnablement de doubler le taux actuel en 6 ans.

Rénovation des logements

67 Objectif : rénovation énergétique d'un logement par jour

Il existe de nombreuses passoires thermiques à Lorient qui sont souvent habités par les plus précaires, ceux-ci n'ayant pas les moyens financiers de rénover leur logement. Pourtant, de nombreuses aides existent ! Afin de lancer un plan de rénovation thermique efficace, nous mettrons en place des moyens humains (pour identifier les passoires thermiques, démarcher leurs habitants, et les aider à obtenir les aides) et financier (nous créerons un fond pour compléter la facture dans le cas où des personnes n'auraient pas les moyens de le faire). Nous pensons également qu'il est nécessaire de se fixer des objectifs dans ce domaine, ainsi nous nous fixons un objectif d'un logement rénové par jour en moyenne, cela paraît énorme et pourtant, c'est notre ambition ! À partir d'éco-matériaux biosourcés, nous voulons rénover selon des normes de haute qualité environnementale. Nous pensons qu'améliorer les modes de chauffage sans isoler les bâtiments est une absurdité et un gaspillage énergétique.

68 Végétaliser les façades et les toitures

Nous souhaitons aider les propriétaires et les copropriétés à végétaliser leurs habitations. Cela passe parfois par de petits investissements peu onéreux tels que des filins.

69 Lutter contre l'insalubrité des logements

Les conditions de logement indignes peuvent être source d'isolement social. Lutter contre l'habitat indigne, cela revient à assurer des logements sûrs pour tou·tes quitte à user de son droit à interdire à la location en cas d'insalubrité. En contractualisant avec les propriétaires bailleurs une avance remboursable sur la rénovation, nous pourrions imposer des baux à loyers modérés. Le propriétaire rembourserait la mairie et récupérerait le bénéfice entier de son bien à l'issue du remboursement.

70 Augmenter les moyens d'ALOEN

L'Agence Locale de l'Energie de Bretagne Sud propose des conseils pour améliorer nos dépenses énergétiques. Malheureusement, victime de son succès, elle n'est plus en mesure d'être réactive par manque de moyens. Nous souhaitons y remédier car elle est un outil utile pour faire de Lorient une ville en transition.

71 Adapter les locaux au vieillissement et/ou au handicap

Le défi du vieillissement de la population est devant nous. Notre ville doit y faire face. Elle doit également faire en sorte que l'accès des personnes en situation de handicap soit possible. C'est en prenant soin des plus fragiles que notre société se respecte elle-même !

Politique d'accès au logement

72 Faciliter l'offre de logements temporaires

Des centaines de jeunes ou de travailleurs cherchent des solutions de logement temporaires. Or, loger à l'hôtel plusieurs mois est coûteux et les propriétaires refusent les baux courts. Nous souhaitons contractualiser avec certains propriétaires occupant leur logement une partie de l'année pour offrir à ces personnes des solutions de courte durée. Nous soutiendrons la création de baux d'utilisation temporaires.

73 Diminuer la part de logements vacants habitables sur le territoire

Nous voulons rendre accessibles en priorité aux personnes en situation de grande précarité et/ou de grande pauvreté les logements vacants depuis plus d'un an. Nous utiliserions comme levier la taxe foncière sur les propriétés bâties ou l'intermédiation locative.

74 Encourager l'habitat inter-générationnel

Bien souvent, les personnes âgées vivent seules dans des appartements ou des maisons devenues trop grands pour elles. Chercher à faire cohabiter plusieurs générations sous un même toit est un dispositif existant, mais peu connu. Pourtant, cela peut permettre un échange de services et une densification sans construction nouvelle de logement.

Politique sociale du logement

75 Baisser de 20 % à 30 % les coûts du chauffage dans les HLM

Aujourd'hui, les commandes de gaz de la mairie et des offices HLM sont séparées, générant un surcoût pour ces dernières. Des commandes groupées devraient permettre de réduire les coûts de 20 à 30 %.

76 Rendre accessible commerces, transports et services publics à tous types de handicap

Malgré quelques efforts, 50 % des équipements et commerces ne sont pas accessibles aux handicapés, dont des lieux de vie sociale essentiels comme la Cité Allende par exemple. Nous nous engageons à ce que ces espaces d'échanges et de vie sociale soient tous mis aux normes dans le mandat. Nous travaillerons avec les commerçants et les associations pour améliorer l'accessibilité de tous, et pour les associer aux aménagements et grands projets de la ville. Nous souhaitons rendre l'accessibilité universelle afin que l'intégralité des personnes en situation de handicap n'ait plus un sentiment de « double peine ». En ce qui concerne la sécurité, nous nous engagerons sur un vaste programme pour que dans toute la ville les personnes en situation de handicap puissent circuler sur des espaces libres d'obstacles (poubelles, véhicules mal garés, bateaux bien placés sur les trottoirs et aux carrefours...).

77 Imposer une immatriculation des logements loués via les plateformes de location (type Airbnb)

Airbnb (et ses homologues) s'imposent de plus en plus pour les propriétaires ou même locataires désireux de glaner un petit surplus de rémunération. Rien de choquant quand l'habitat est partagé. En revanche, quand le logement est loué entier, cela veut dire que l'on favorise les spéculateurs qui investissent dans le but de louer. C'est contre cette pratique que nous voulons lutter pour éviter l'inflation immobilière et la pénurie de logements. Immatriculer ses annonces permet un meilleur contrôle des règles en vigueur.

Déchets

78 Favoriser le zéro déchet

Il ne suffit pas de trier, il faut surtout réduire les emballages. Nous souhaitons donc contractualiser avec les commerçants et artisans afin qu'ils trouvent des solutions pour réduire les leurs. De même, nous accompagnerons les initiatives permettant d'étendre les bonnes pratiques individuelles. Plus globalement, nous expérimentons des « zones de gratuité » en lien avec les déchetteries afin que ce qui est réutilisable ne soit pas jeté.

79 Soutenir les repair cafés existants et favoriser l'implantation de nouveaux

Les repair cafés sont des lieux où l'on apporte son petit matériel défectueux pour le réparer soi-même avec l'aide de bénévoles. Dans la droite ligne de la proposition numéro 1 de notre programme, la Maison des Transitions, nous estimons qu'il faut multiplier ces lieux.

80 Développer la consigne et le réemploi

Nous voulons participer à la relance de la consigne du verre en Bretagne. Nous engagerons des rencontres avec les restaurants, les grandes surfaces, les magasins, pour tenter de lancer ces pratiques.

81 Augmenter le nombre de poubelles publiques

Le constat est éloquent : plus il y a de poubelles dans les rues, plus celles-ci sont propres. Une mesure aussi simple que celle-ci permettrait d'avoir une ville plus saine. Nous multiplierons aussi les cendriers dans l'espace public.

82 Lutter contre les déjections canines

À cet effet des campagnes de civisme seront entreprises. La ville pourrait aussi être amenée à verbaliser les propriétaires de chiens ne ramassant pas les déjections de ces derniers.

83 Installer des composteurs dans les quartiers

Inciter à trier les déchets ménagers et installer des composteurs proches des domiciles, notamment des HLM qui n'ont pas de jardins. Former les volontaires à la gestion de ces composteurs.

Une ville solidaire

Notre liste se définit comme « une union de la gauche et des écologistes ». Être de gauche, ce n'est pas simplement une posture politique. C'est prendre soin des personnes les plus fragiles dans notre société, c'est la notion de partage et de solidarité. C'est aussi le dialogue entre les classes sociales, entre les communautés, entre les confessions différentes. Être de gauche, c'est reconnaître que l'économie est au service de l'humain et non l'inverse ! De fait, nous pensons que l'écologie politique ne peut qu'être incarnée par la gauche car elle seule accepte la finitude du monde et son corollaire : l'impasse du système capitaliste. A l'échelle communale, nous voulons construire une ville de liens car c'est la première pierre d'une refondation politique de notre modèle socio-économique.

Post-covid

- ! Renforcer les services publics (Centre Communal d'Action Sociale, hausse des investissements dans les équipements, concertation avec les agents) afin de pouvoir offrir un service de qualité à la population et en priorité aux plus en difficultés
- ! Soutenir et organiser l'aide alimentaire aux populations les plus en difficultés
- ! Création d'un lieu unique pour répondre aux sollicitations post-covid et pour mettre en œuvre une banque d'échanges de solidarité
- ! Dédier un service pour lutter contre l'isolement et mieux connaître les attentes des personnes âgées, seules et/ou en situation de handicap.
- ! Offrir un soutien logistique et financier aux associations de façon à ce qu'elles maintiennent leur action en direction des populations.
- ! Ouverture et gratuité des équipements culturels de la ville pendant l'été (sous réserve d'autorisations de l'Etat).

Renforcement des services publics

84 Renforcer les services publics

Renforcer les services publics (Centre Communal d'Action Sociale, hausse des investissements dans les équipements, concertation avec les agents) afin de pouvoir offrir un service de qualité à la population. Étudier la mise en place d'une procédure de versement automatique des aides municipales pour s'assurer que chaque famille accède à ses droits.

Santé / Handicap

85 Mettre en œuvre le diagnostic local de santé

Lorient Agglomération est la seule entité de Bretagne à être dotée d'un Diagnostic Local Santé environnement (DLSE). Ce DLSE sera mis en œuvre par Lorient en Commun à travers un Plan Territorial de Santé Environnementale (PTSE) intégrant les thématiques suivantes : air extérieur, air intérieur, eau, bruit, transport et déplacement, occupation des sols, agriculture, installations classées et émetteurs.

86 Créer une mutuelle communale

De plus en plus de nos concitoyens dédaignent leur santé pour raisons financières. Pour nous, on ne peut pas jouer avec la santé, celle-ci est un bien commun, un droit fondamental. Aussi, nous proposons d'offrir à ceux qui le souhaitent une mutuelle communale afin d'avoir une couverture santé correcte.

87 Soutien aux aidants

Inciter et soutenir les associations ou structures municipales offrant des solutions d'hébergement temporaire pour soulager les aidants des personnes âgées et/ou dépendantes.

Exemple de projet : rénovation des 12 chambres inoccupées du foyer-logement de Kerguestenen dans l'objectif d'en faire des hébergements temporaires.

Lutte contre la précarité

88 Rendre gratuits les premiers mètres cube d'eau avec tarification progressive et mise en régie publique

Cette mesure répond à un double enjeu : social d'abord car il permet une réduction des dépenses obligatoires pour les ménages, notamment les plus modestes ; écologique ensuite car l'objectif d'un tel dispositif est de garantir le besoin et de taxer davantage le gaspillage. La maîtrise des secteurs stratégiques doit légitimement revenir au Public.

89 Engager un plan de titularisation et de formation des personnels de la collectivité, prioritairement les plus précaires

Certains personnels de la collectivité sont employés depuis des années en contrats précaires. Cela n'est pas acceptable car ceux-ci ne peuvent rien construire de durable. Accès aux prêts, projection dans l'avenir... la collectivité doit être exemplaire et faire en sorte d'abandonner ces pratiques dignes de l'« ubérisation ».

90 Tarification sociale des services municipaux

Une bonne politique est une politique juste. Nous souhaitons remettre à plat cette tarification en mettant plus de progressivité.

91 Apporter un soutien aux demandeur-ses d'emploi

Les demandeurs d'emplois longue durée font souvent face à des freins comme la mobilité, l'accès au numérique ou le logement. En collaboration avec les Services d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE), nous cherchons à supprimer ces freins.

Vie des personnes âgées

92 Promouvoir des lieux intergénérationnels

Toujours dans l'idée de mixité, nous entendons développer les lieux multi-générationnels afin de retisser les liens entre plus âgés et plus jeunes. Crèche/EHPAD, jeunes au pair, habitation partagée, l'objectif est de stimuler, de favoriser la rencontre...

93 Améliorer l'aide à domicile et restaurer le portage des repas

Ce travail réalisé entre autres par le CCAS est extrêmement important. Le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées nécessite des services à la hauteur.

Vie des personnes fragilisées

94 Créer un lieu d'accueil « maison du monde »

L'accueil des réfugiés est inacceptable dans notre pays. Nous souhaitons autant que possible simplifier leurs vies. Nous proposons de créer un lieu d'accueil dans lequel il y aurait une antenne au moins une fois par semaine de la Structure de Premier Accueil des Demandeurs d'Asile (SPADA), pour l'accueil des primo-arrivants. Aujourd'hui, cet accueil dans le Morbihan se fait à Plescop et cela génère des milliers de déplacements de bénévoles. Le personnel de mairie sera informé et formé pour diriger les personnes vers les structures répondant à leurs spécificités.

95 Créer un lieu d'accueil des femmes victimes de violences

Près de trois ans après la fermeture de « Moments pour elles », nous pensons nécessaire d'appuyer les demandes d'un lieu d'accueil pour les femmes victimes de violences. Ce lieu avait dû fermer faute de moyens. Il offrait pourtant un réel service. A l'instar de Citad'elles à Nantes, nous voulons faire en sorte de garantir des lieux d'hébergement d'urgence.

96 S'engager vers « zéro personne à la rue ! »

Objectif difficile à atteindre tant la question est complexe et relève de raisons différentes. Néanmoins, notre municipalité cherchera à loger ou en tout cas à mettre à l'abri les sans domicile fixe comme les personnes étrangères et sans point de chute. Une réflexion sera menée également sur l'accès aux douches, aux toilettes ou encore à des casiers solidaires pour que les gens puissent mettre leurs affaires à l'abri.

97 Créer un restaurant solidaire à prix libre pour tous publics

Le restaurant solidaire est ouvert aux personnes isolées et disposant de faibles revenus. La Mairie mettra à la disposition des associations venant en aide aux personnes et familles en difficulté un lieu pour accueillir cette cantine et équipements nécessaires, qui sera gérée par les associations caritatives (EMMAÜS, Resto du Cœur, et autres).

98 Soutenir les épiceries solidaires

Actuellement les associations sont très éloignées du centre-ville. Nous essaierons de rapprocher les centres de distribution des épiceries solidaires de leurs publics.

99 Prioriser des missions du CCAS

Revoir le positionnement des professionnels du CCAS, notamment en lien avec le Conseil départemental : isolement, lutte contre la grande précarité, la marginalisation...

Une ville émancipatrice

L'émancipation, c'est le fait de se libérer soi-même ! Dans cette perspective, l'école, mais aussi la culture ou le sport permettent bien souvent d'acquérir des outils. Pour nous, cette émancipation est un gage de bien-être et nous refusons de la négliger au motif qu'il n'y aurait pas d'argent.

Égalité homme / femme

100 Assurer la place des femmes dans l'espace public

Quel que soit le domaine, nous voulons faire en sorte que les femmes prennent toutes leur place dans l'espace public. Nous commencerons par une mesure symbolique, celle d'une toponymie (nom de lieux) féminisée en ce qui concerne les futurs équipements, mais aussi les noms de rues. Nous prendrons un ensemble d'autres initiatives. Par exemple : programmes spécialisés dans les écoles, structuration égalitaire des cours d'école, politique active d'égalité salariale, programmation culturelle questionnant la différence et la place de la femme sur l'échiquier social.

Vie scolaire

101 Proposer des semaines à thème dans les écoles pilotées par le service jeunesse

Les communes ont souvent négligé les services jeunesse et les centres sociaux, les laissant se débrouiller avec très peu de moyens. Nous souhaitons profiter de ce service pour animer dans les écoles des semaines à thèmes, par exemple sur l'alimentation, l'égalité fille-garçon, l'ouverture au monde, l'histoire locale...

102 Accentuer le soutien scolaire

Nous soutiendrons les initiatives allant dans le sens d'un soutien scolaire, aussi bien à l'école qu'à l'université. L'apprentissage du français pour les parents non francophones, gage d'une meilleure intégration, sera consolidé.

103 Réinterroger la place du petit déjeuner à l'école

20 % des enfants en France n'ont pas 3 repas par jour. Beaucoup de ces enfants vivent dans des quartiers défavorisés. Nous souhaitons mettre à disposition des équipes éducatives, une réserve permanente de produits non périssables leur permettant de satisfaire les besoins des enfants quand ils sont identifiés.

104 Revoir la politique petite enfance de la Ville

La ville reprendra l'ensemble de sa politique petite enfance, en mettant en œuvre des services d'aide aux parents gardant les enfants à la maison jusqu'à 3 ans (61 %), par exemple en mettant en place des haltes-garderies de courte durée, en revalorisant le métier d'assistantes maternelles, en panne de vocations, en aidant à l'ouverture de nouvelles crèches parentales, en favorisant la scolarisation dans de bonnes conditions des enfants de moins de deux ans, si les parents le souhaitent, et en créant des classes passerelles pour ces enfants pourvues en personnel suffisant et formé.

105 Rendre gratuit les transports scolaires pour les sorties

De plus en plus d'écoles se privent de sorties scolaires au motif qu'elles sont coûteuses. Nous souhaitons rendre gratuits les transports scolaires quelques fois dans l'année pour chaque école afin de favoriser l'accès pour tous aux équipements.

106 Végétaliser les cours d'école

Dans le cadre de notre plan de végétalisation de la ville, nous souhaitons ne pas oublier les écoles qui sont bien souvent des espaces goudronnés. Si l'école est un lieu de découverte et d'apprentissage, il nous semble normal que les enfants soient en contact avec la faune et la flore le plus tôt possible.

107 Doubler le nombre d'élèves bilingues scolarisés d'ici la fin du mandat

Environ 300 écoliers sont scolarisés en bilingue à Lorient. Nous proposons d'atteindre 600 d'ici la fin du mandat. Cet objectif paraît ambitieux et pourtant, il permettrait uniquement d'enrayer le déclin des locuteurs. Doubler le chiffre actuel correspond à l'ouverture de deux nouvelles filières, dans deux écoles différentes.

108 Défendre l'enseignement laïc et gratuit de la langue bretonne

Notre municipalité soutiendra le développement de l'enseignement de la langue bretonne, en soutenant la présence dans le service public du bilinguisme, ainsi que le réseau gratuit et laïc des écoles Diwan, dont nous garantissons le maintien dans ses locaux actuels.

Culture et langue bretonne

109 Signer et ratifier le niveau 3 de la Charte Ya d'ar brezhoneg d'ici la fin du mandat

La ville de Lorient a signé la Charte de niveau 2, mais celui-ci n'est pas validé. Il nous faut donc commencer par terminer ce niveau et engager rapidement le niveau 3. Nos ambitions pour la langue bretonne sont de nature à valider ce niveau d'ici la fin du mandat. Pour rappel, l'Office Public de la Langue Bretonne ne délivre pas des niveaux au rabais et il faut plusieurs années pour valider un niveau.

110 Proposer sur la base du volontariat des formations de 6 mois à la langue bretonne

Les cours du soir ou sur les heures du midi ne sont pas propices à un apprentissage sérieux de la langue bretonne. Or, nous voulons que la langue bretonne soit une compétence de certains agents de la mairie demandeurs afin que les politiques publiques la prennent en compte de façon transversale. Nous proposerons donc des stages à Plœmeur, chez Stumdi, à 3 fonctionnaires ou Atsem volontaires par an.

111 Mettre en place une signalétique écrite et sonore en langue bretonne dans l'espace public et notamment dans les transports en commun

Les panneaux de signalisation routière lorientais sont bilingues, mais pas les plaques de rue. Nous souhaitons profiter du changement de plaque pour ajouter du breton à celle-ci. Par ailleurs, nous voulons rendre bilingues les équipements publics, mais aussi le matériel municipal. Nous réclamerons à l'agglomération une signalétique sonore dans les bus afin que l'on puisse entendre le breton.

112 Réclamer un cursus « Langue bretonne » à l'université

L'université dispose d'une filière « langues ». Pourtant, la langue bretonne n'y est plus enseignée. En propre ou en collaboration avec l'UBO ou Rennes 2, nous souhaitons faire en sorte que la langue bretonne puisse être enseignée dans notre université pour éviter à ceux qui veulent l'apprendre de quitter le pays de Lorient.

113 Valoriser la toponymie et publier les études réalisées à Lorient

Mesure très peu coûteuse, la valorisation de la toponymie suppose dans un premier temps de faire l'inventaire des études qui ont déjà été réalisées dans les années 90. La municipalité publiera ces études et les fera connaître aux Lorientais(es).

114 Créer Ti ar Vro

La Maison de la Culture bretonne est une demande ancienne des associations culturelles à Lorient. Nous souhaitons profiter de cette opportunité pour imaginer un lieu dédié certes à la langue, à la culture et aux pratiques culturelles bretonnes (avec un parquet pour la danse), mais aussi un espace ressources qui pourrait faire le lien entre la Bretagne et le reste des nations celtiques.

Cette Maison serait située au cœur de la ville, au sein de la Tribune d'honneur réhabilitée du stade du Moustoir qui accueille le Festival Interceltique.

115 Proposer des initiations au breton dans les temps d'activités périscolaires

Les temps périscolaires sont souvent l'occasion pour les enfants de découvrir des activités diverses et variées. Nous souhaitons que les enfants de Lorient puissent avoir accès à la langue bretonne, même s'ils ne l'apprennent pas. Il est normal qu'en Bretagne, les enfants « goûtent » le breton !

116 Soutenir la création d'une crèche bilingue

Certaines familles souhaitent élever leurs enfants en breton. La demande de crèche bilingue émerge et nous aimerions que les familles demandeuses puissent trouver à Lorient une offre. Cela nous permettra de consolider un cursus allant de la crèche à l'université.

Accès à la Culture

117 Proposer un pass culture pour les 16-25 ans

Nos équipements culturels doivent être connus et fréquentés par la jeunesse lorientaise. Notre pass culture doit avoir une forte empreinte locale en proposant par exemple un concert à l'Hydrophone, une place au grand théâtre, une aide à la pratique du théâtre...

118 Favoriser un accès populaire à la mer

Nous souhaitons que chaque jeune de Lorient découvre la mer. Aussi, nous proposerons un aller-retour à Groix dans le pass culture, mais aussi la subvention des vacances à la mer, des initiations à la voile. La navigation traditionnelle sera également promue.

119 Permettre à chaque enfant d'avoir une pratique artistique au cours de sa scolarité

Création culturelle

120 Transférer le musée de la Compagnie des Indes à Lorient, l'enrichir et l'inscrire dans un grand projet muséographique sur l'histoire de la Ville

Puisque les collections du musée de la Compagnie des Indes doivent être rapatriées à Lorient, elles doivent être aussi enrichies d'une ou deux œuvres majeures dont le musée a besoin pour asseoir sa réputation nationale et internationale, et s'assurer une fréquentation suffisante. Nous proposons à ce sujet qu'une cagnotte d'investissement soit progressivement constituée pour acheter ces œuvres majeures quand elles arriveront sur le marché de l'art.

D'autre part, nous inscrirons ce rapatriement dans un projet plus vaste de muséographie destiné à retracer l'ensemble de l'histoire de la Ville de Lorient, et à permettre l'exposition des nombreux objets et de l'iconographie patrimoniale de la Ville aux cinq ports.

121 Faire un cinéma d'art et essai et de films documentaires

Une association (J'ai Vu un Documentaire) développe un projet de cinéma d'art et d'essai sur Lorient. Nous soutiendrons cette initiative, car une salle ayant cette forte exigence artistique manque sur notre ville.

122 Permettre à toutes les pratiques culturelles et toutes les cultures de s'exprimer

Les moyens culturels dont nous disposons sont très inégalement répartis, que ce soit dans l'utilisation des équipements, les financements, les ressources techniques et humaines. Il nous faut non seulement faciliter l'accès des publics à la culture, ce qui est un de nos devoirs, mais aussi faciliter l'expression des cultures, des disciplines et des pratiques culturelles. Nous devons aussi assurer la permanence artistique sur le territoire avec des artistes et des responsables culturels installés de façon pérenne et sécurisante dans la Ville, et dans un dialogue fécond avec les habitants.

Dans ce but, nous proposons de faire dès le début de mandat des « États Généraux des cultures » animés par des équipes indépendantes et pluridisciplinaires qui seront invitées à réfléchir ensemble à l'ambition culturelle pour notre ville.

123 Lancer une enquête sur la vie étudiante

Que Lorient soit une ville étudiante est pour nous une chance. Nous tenons à ce qu'elle le reste. Aussi, nous lancerons une enquête sur les besoins, les envies des étudiants afin d'y répondre le mieux possible.

124 Établir des conventions pluriannuelles avec les associations

Nous voulons donner une vision à moyen terme aux associations culturelles et sociales de la Ville et sortir progressivement du soutien projet par projet. Nous passerons donc de préférence des conventions d'objectifs et de moyens pluriannuelles avec les associations et collectifs lorientais, de façon à ce que leur action puisse se développer et aboutir dans le temps.

125 Favoriser l'échange entre les quartiers

La vie des quartiers, nous l'avons dit, sera une priorité de notre mandat. Nous souhaitons également que les quartiers communiquent entre eux. Nous proposerons régulièrement des parcours artistiques accessibles aux piétons dans toute la ville.

126 Une nouvelle maison des associations

Nous nous engageons à construire une nouvelle maison des associations en concertation avec tous les acteurs associatifs et culturels lorientais.

Politique sportive

127 Reconstruction de la Piscine de Bois du Château

La piscine de Bois du Château doit être expertisée et sa rénovation doit être envisagée. Cela fera partie de la programmation d'investissements de la ville. Son utilisation est réservée actuellement aux clubs et aux scolaires. Nous ouvrirons cette piscine lors des grandes vacances scolaires, car nous considérons que c'est un vecteur d'activité et de loisir pour les jeunes du quartier, notamment dans les périodes de canicule, nombre de jeunes et d'enfants du quartier ne pouvant espérer partir en vacances.

128 Transférer la compétence du sport de haut niveau à l'agglomération

Nous porterons une attention toute particulière aux pratiques sportives libres, en équipant au mieux la ville : aménagement de parcours, développement des espaces spor-

tifs en accès libre, circuits de course à pied, parcours de skate. S'agissant de la voile, nous nous attacherons à ce que tous les enfants de la ville soient initiés à la pratique de la voile avant leur entrée au collège.

129 Développer de petits aménagements de proximité pour les sports de loisirs

Nous porterons une attention toute particulière aux pratiques sportives libres, en équipant au mieux la ville : aménagement de parcours, développement des espaces sportifs en accès libre, circuits de course à pied, parcours de skate. S'agissant de la voile, nous nous attacherons à ce que tous les enfants de la ville soient initiés à la pratique de la voile avant leur entrée au collège.

130 Installer un skate-park et un mur d'escalade

L'ancienne fourrière de la Perrière pourrait être un lieu propice à l'installation d'un skate-park et d'un mur d'escalade.

131 Permettre aux enfants de jouer en sécurité dans la rue

Il y a encore 20 ans, les enfants jouaient dans nos rues. Aujourd'hui, ils ne le peuvent plus du fait d'une circulation trop importante. Nous proposerons la fermeture le dimanche d'une rue/place par quartier afin de leur permettre de jouer en toute sécurité. Nous souhaitons que les plus jeunes puissent retrouver le plaisir des sports entre copains et copines en proximité dans les quartiers.

Une ville plus démocratique

La plupart des habitants que nous avons rencontrés durant cette campagne nous ont dit qu'ils avaient besoin d'écoute. Nous souhaitons être une ville au service de sa population, qui répond à ses besoins les plus élémentaires. Cela nécessite une pratique du pouvoir beaucoup plus horizontale qu'elle ne l'est aujourd'hui et surtout la multiplication des espaces de dialogue. Entre les citoyen.ne.s eux-mêmes, mais aussi entre les citoyen.ne.s et les élu.e.s.

Tranquillité publique et prévention

132 Renforcer la présence humaine dans l'espace public

Renforcer la prévention, la police municipale et les équipes de médiateurs civils dans l'espace public notamment en soirée et le week-end.

Plus encore que de la police, c'est de médiateurs dont Lorient a besoin. Nous souhaitons nous appuyer sur eux pour prévenir les problèmes et avoir des interlocuteurs avec la mairie. Il est intolérable que certaines personnes aient peur de sortir, en particulier les jeunes femmes en soirée. Nous voulons réinterroger les missions et les effectifs de la police municipale, afin de mieux assurer sa présence en soirée, le week-end et dans les quartiers. Les dispositifs du type « *alternoz* », ou des applications comme « *mon chapeyron* » (pour se faire accompagner en « copiétonnage » dans un trajet) seront appuyés. Et pourquoi pas des « Assises de la nuit » ?

133 Réinvestir les services publics dans les quartiers

De L'Orientis à Frébault en passant par Bois du Château et Kervénanec, nous souhaitons réimplanter des antennes de services publics dans les quartiers.

Faciliter la vie des habitant.es

134 Faciliter l'accès au droit

Instaurer un guichet unique de proximité et coordonner les acteurs du numérique social pour faciliter les démarches administratives et l'accès au droit.

135 Adapter les horaires de la mairie et des services administratifs publics aux nouveaux modes de vie

Quand la mairie est ouverte sur nos horaires de travail, difficile de s'y rendre. Aussi, nous souhaitons ouvrir plus tardivement certains soirs de la semaine les bureaux afin que les actifs n'aient pas à prendre une demi-journée de congés pour une démarche administrative.

136 Proposer une « nocturne » pour une crèche de la ville

Les crèches sont le plus souvent diurnes puisque le mode de vie l'est majoritairement. Toutefois, il arrive, notamment aux salarié(e)s de l'agroalimentaire de travailler la nuit. L'impossibilité d'accéder à une solution de garde oblige parfois ces personnes à renoncer au travail. Nous devons adapter les services aux horaires atypiques des salariés.

137 Revoir certains critères d'attribution des crèches

Il faut réserver des temps et des places pour les familles monoparentales, les demandeurs d'emploi ou même tout simplement les événements particuliers (rendez-vous médicaux).

Gouvernance partagée

138 Développer des commissions extra-municipales

Les habitant(e)s de la commune doivent être davantage associé(e)s à la construction des grands projets municipaux. Aussi, nous voulons multiplier les commissions extra-municipales et les dispositifs citoyens de consultation afin de prendre les décisions les plus pertinentes.

139 Créer un budget participatif

Nous souhaitons créer un budget participatif réparti par quartiers et par thématiques, doté d'une enveloppe qui atteindra 5 % des investissements de la ville en fin de mandat soit 600 000 €. Pour que les résidents soient acteurs du changement dans leur ville, il faut savoir leur faire confiance.

140 Lancer une journée citoyenne

Cette journée annuelle permettrait à la population de participer à des chantiers d'intérêt général proposés par les services municipaux (ex : écoles, espaces verts,

éclairage...). Une garde d'enfants serait prévue ainsi qu'un moment convivial. Ce genre de journée participe à la meilleure connaissance des institutions.

141 Instaurer un « conseil des générations futures »

Nous devons institutionnaliser la participation des citoyens aux prises de décision. Cela peut se faire par la mise en place d'un conseil dit « des générations futures » qui serait composé d'un tiers de jeunes (lycéen·ne·s, étudiant·e·s, autres), d'un tiers de personnes désignées par les associations environnementales du territoire et d'un tiers de citoyen·ne·s inscrit·e·s sur les listes électorales (et qui se seraient porté·e·s volontaires) tiré·e·s au sort. Ce conseil aurait avis consultatif dans les décisions d'investissement.

142 Signer la charte Anticor

Notre municipalité s'engage à suivre les recommandations d'Anticor et à être transparente dans sa gestion. Cela implique notamment de proposer la vice-présidence de la commission des finances à un élu minoritaire, de mettre en ligne le montant des indemnités perçues par chaque conseiller municipal ainsi que le nombre et la rémunération des collaborateurs de cabinet, de mettre en place une commission de contrôle financier pour examiner les comptes détaillés des entreprises liées à la commune par une convention financière.

143 Emprunter responsable

Nous souhaitons que l'ensemble des services financiers et bancaires dont la ville a besoin soient confiés, après consultation, à des organismes éthiques, coopératifs, mutualistes ou régionaux sous la réserve expresse que ces établissements ne financeront pas des activités de production carbonées ou nucléaires et devront impérativement n'avoir aucun établissement ou filiale dans un des paradis fiscaux.

144 Fin du cumul maire de Lorient - président d'agglomération

Nous pensons que la décentralisation de l'agglomération passe par une bonne collaboration entre les villes de l'agglomération, sans domination d'une ville sur les autres. En gage de la volonté de Lorient de modifier sa relation avec les villes de l'agglomération nous proposons d'alterner un mandat sur deux si possible.

145 Retransmettre les conseils municipaux en direct sur Internet

La transparence est un impératif démocratique. Or, nous pensons que les conseils municipaux, même s'ils accueillent du public, restent trop confidentiels. Nous souhaitons qu'ils soient accessibles en direct sur le site de mairie.

146 Ouvrir l'accès aux données publiques

Les données sont précieuses à l'ère du numérique. Elles sont souvent jalousement gardées par ceux qui les produisent ou font produire. Cela pose un problème démocratique quand ces données ont été produites par le public et que les citoyens ne peuvent par aucun moyen y avoir accès. Nous souhaitons ouvrir l'accès à un maximum de ces données qui peuvent par ailleurs susciter de l'innovation économique.

147 Permettre l'expression des associations au début de chaque conseil municipal

Sous réserve d'être prévenus par écrit au préalable, nous proposerons un temps au Conseil Municipal pour une ou deux questions d'intérêt général posées au maire et à son conseil par des associations locales.

148 Donner des droits à l'opposition municipale

Le système électoral français ne favorise pas l'information et l'expression de l'opposition du conseil municipal. Disposant de peu de représentants et dans l'impossibilité ou presque de faire entendre sa voix, celle-ci est souvent maltraitée par la majorité. Or, nous pensons que certains projets dépassent les clivages électoraux.

Participation citoyenne renforcée / démocratie participative

149 Réaliser un diagnostic urbain régulier de type « marche exploratoire »

Cette mesure permet de comprendre concrètement les besoins, y compris des personnes en situation de handicap. Poubelles, trottoirs, voitures mal garées, poteaux électriques mal placés ou nids de poule, voire déjections canines, ces marches exploratoires avec les habitants permettront de régler les problèmes sans attendre.